Motion 3084

Allocations familiales dans l'agriculture, il est temps de supprimer l'inégalité de traitement : pour chaque enfant une même allocation !

Le GRAND CONSEIL de la République et canton de Genève considérant :

- le choix fait par notre canton, déjà en 1996, d'adopter le principe « une allocation, un enfant » ;
- les dispositions spéciales du droit fédéral, notamment de la loi sur les allocations familiales dans l'agriculture (LFA) ;
- l'augmentation des allocations familiales en fonction de l'indice genevois des prix à la consommation (selon l'art. 8 al. 6 de la LAF) et des allocations de formation dans le canton de Genève d'abord en 2012 puis, plus récemment, en 2023, sans impact sur celles de la LFA, mis à part la hausse dès le 3^e enfant ;
- l'allocation ménage prévue par l'article 3 de la LFA ;
- les travaux de commission autour du PL 11116, de la R 735 ainsi que de l'avis de droit demandé dans ce cadre (rapport R 735-B¹) ;
- l'entrée en vigueur du salaire minimum dans le canton de Genève en 2020 et le fait que des minima inférieurs continuent de s'appliquer dans les secteurs particuliers de l'agriculture et de la floriculture, le salaire horaire minimum brut y étant de 17,87 francs en 2024, contre 24,32 francs de l'heure dans les autres secteurs ;
- la volonté de mettre fin à l'inégalité de traitement entre les familles des autres secteurs de l'économie et les familles des travailleuses et travailleurs agricoles et des agricultrices et agriculteurs indépendants ;
- la volonté de ne pas préteriter la situation des employeurs agricoles ;
- le fait que plusieurs cantons suisses complètent déjà financièrement l'allocation familiale prévue par la LFA,

¹ <https://ge.ch/grandconseil/data/texte/R00735B.pdf>

invite le Conseil d'Etat

- à présenter une modification légale permettant d'octroyer aux familles des travailleuses et travailleurs agricoles et aux familles des agricultrices et agriculteurs indépendants un complément cantonal leur permettant d'obtenir des allocations équivalentes à celles versées au sens de l'article 8 de la LAF ;
- au vu des montants très raisonnables en jeu, à envisager le financement de ce complément par des fonds publics, en s'inspirant par exemple de la législation zurichoise.